

CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT UN TRIPLÉ PIÈGE POLITIQUE

Comment redorer le blason d'un gouvernement qui a réprimé impitoyablement et parfois dans le sang toutes les luttes sociales, des Gilets Jaunes au mouvement contre la destruction de nos retraites en passant par les grandes manifestations antiracistes et contre les violences policières ? Comment redorer le blason d'un gouvernement qui s'est tragiquement ridiculisé aux yeux du monde par l'une des gestions les plus calamiteuses lors de la crise sanitaire ?

Reculs sociaux et démocratiques sans précédent d'un côté, multiplication des prises de conscience politique dans notre camp... sur la calamité du libéralisme capitaliste, sur la fascisation rampante de l'appareil d'Etat, sur la supériorité des systèmes économiques contrôlés par l'Etat (Chine, Cuba, etc.) lors de la pandémie...

Que reste-t-il à la macronie pour tenter de restaurer l'autorité et la légitimité dans un climat qu'on pourrait dire pré-insurrectionnel, alors que déferle l'une des pires crises économiques des dernières décennies, années trente comprises ?... L'ÉCOLOGIE, bien sûr !

Evidemment la « Convention citoyenne pour le climat » est un piège à triple fond. Si Macron, qui l'a organisée, le propose à plus ou moins brève échéance sous la forme d'un référendum, il apparaîtra comme un « grand démocrate » et un « protecteur de la nature » tout en organisant la plus grande diversion possible face à la crise économique qui s'annonce.

Les « citoyens élus par tirage au sort » chargés de proposer ces lois permettront de faire passer un référendum « pour ou contre Macron », plus que nécessaire pour lui dans la période, pour un « RIC » (Référendum d'Initiative Citoyenne, tant revendiqué par les gilets jaunes l'année dernière). Pour Macron, premier président de l'histoire rappelé à l'ordre par l'ONU pour atteinte aux Droits de l'Homme, la restauration de l'image est primordiale et urgente.

A l'époque du référendum sur la Constitution

Européenne en 2005, le pouvoir organisait les « pour » et les « contre », sur la base d'une division à « gauche » faisant passer tout opposant à l'impérialisme européen (dont la France est l'une des têtes pensantes) pour un « nationaliste » à la limite de la xénophobie. Cette fois, c'est l'écologie qui fera office de consensus obligatoire, comme on pouvait le prédire depuis plusieurs années de propagande intensive « écolo » pour mettre au pas et faire payer au peuple les excès polluants du capital.

Cette stratégie sera évidemment renforcée par l'effet de choc psychologique lié à la période inédite de confinement et de nécessité « d'union nationale » face au péril.

Le réchauffement climatique est en soi un enjeu martial où on pourra faire endosser aux « mauvais

**ALLEZ LES PAUVRES!
TELETRAVAIL, VOITURE
ELECTRIQUE ET ZERO
EMBALLAGES!
PREMIERE
SOMMATION!**



citoyens » la pleine responsabilité du problème en rassemblant par ailleurs les « bons » : Si on suit les préconisations de la Convention, les « bons citoyens » sont les habitants des centre-villes utilisant le vélo ou, à défaut, ceux dont le véhicule est flambant neuf et connaissent le télétravail... et les « mauvais », les travailleurs qui doivent utiliser pour bosser loin de chez eux, sur des chantiers par exemple (comment télétravailler ?), de vieux véhicules polluants. Ces derniers seront bien évidemment réprimés, stigmatisés (interdiction des centre-villes aux conducteurs marqués d'une vignette « pollueur »), surtaxés... voire judiciarisés !

Les taxes carbone ne seront pas destinées aux patrons pollueurs, dans un système qui a massivement désindustrialisé, mais au contraire aux Etats en voie de développement de l'hémisphère sud, qui seront les cibles faciles et consensuelles du crime « d'écocide ». Ces Etats pourront, après avoir été traînés en justice auprès du Tribunal Pénal International (sic), subir les justes bombardements de l'impérialisme protecteur du climat mondial sous les applaudissements de toutes les mouvances vertes de la recomposition sociale-démocrate !

Evidemment, nous en avons l'habitude, les verts ne manqueront pas de mettre en avant les « avancées » progressistes de ce qui nous sera proposé (voire imposé si le NON l'emporte ensuite !) par cette Convention : Renégociation du CETA, funeste accord mercantile entre les puissances euro-nord-américaines par exemple. Mais nous ne sommes pas dupes : Le noyau de ces propositions, c'est évidemment la formation d'un « Haut Conseil » chargé de surveiller la « durabilité » des politiques nationales notamment en France. Bref, c'est une nouvelle attaque, massive et réassaisonnée avec les concepts à la mode, contre la souveraineté nationale. C'est faire payer aux travailleurs la crise économique qui va frapper rapidement les pays impérialistes et ceux qui y sont asservis. Le tout sous couvert d'écocitoyenneté et des « bonnes intentions » de dizaines de « conventionnaires » tirés au sort -mais eux-mêmes travaillés par des décennies de propagande du « capitalisme vert », nouveau visage du capitalisme impérialiste massivement désindustrialisé-

Or qu'est-ce qu'une vraie politique de protection du climat mondial ? A l'évidence, pour ceux qui refusent le discours autocentré et chauvin, c'est clairement les Etats du sud majoritairement néocolonisés, souvent issus du camp socialiste, qui, comme au moment de la crise sanitaire, peuvent « nous » donner la leçon : La Chine, Cuba, et même des Etats comme le Kérala

communiste de la Fédération Indienne, le Vietnam (qui vient d'interdire le glyphosate)...

C'est précisément en reforestant (comme les Etats volontaristes chinois et cubain, reconnus par l'ONU pour ces politiques), en accomplissant une transition énergétique sans précédent (la Chine est leader pour TOUTES les énergies propres à ce jour et de très loin), en limitant voire en interdisant les pesticides et en développant l'agroécologie (comme à Cuba), qu'on réalise une telle protection de l'environnement, conséquente, et pointant les vrais responsables (le capital, qui seul en paie les frais, y compris en Chine où pleuvent les taxes et amendes sur le secteur privé ne respectant pas les règles).

Il faut d'ailleurs pousser plus loin l'analyse : dans ces pays du Sud largement inspirés par des politiques planifiées et contrôlées par l'Etat comme ce fut le cas dans le camp socialiste au vingtième siècle, c'est un regain, et non une limitation de souveraineté nationale qui est visée (contre la pression de l'agrobusiness impérialiste et la dépendance énergétique vis-à-vis des grandes puissances stratégiques) !

Que valent en effet les recommandations de la Convention, qui ne va guère plus loin que la timide et hypocrite ambition hulo-macroniste, face au leader mondial incontesté de l'agroécologie, Cuba, qui a interdit purement et simplement les pesticides depuis 20 ans ?

Cessons donc ce jeu de dupe : S'il faut juger la politique ultralibérale française, y compris en matière d'écologie (CETA, lobbying des pesticides et de l'agrobusiness, dégâts environnementaux autant que sociaux imposés par la France à ses néocolonies, taxe carbone, etc.), c'est sur la base du bilan des pays authentiquement leaders dans le domaine, que nous combattons cette nouvelle mise en cause de nos conquêtes sociales et démocratiques ! Ils chercheront à déguiser leur écroulement économique irresponsable avec le concept criminel de « décroissance ». Nous défendrons contre eux les acquis de l'écologie réelle, ceux de l'indépendance nationale, d'une véritable planification écologique, et de la sauvegarde de ce que le capital détruit systématiquement et sans scrupules : Notre environnement !